

**Conseil économique et social**

Distr. générale
26 octobre 2009
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2010

25 janvier-3 février 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil***

Note du Secrétaire général**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Abdul Momen Khan Memorial Foundation.	2
2. Advocates for Youth	4
3. League of Women Voters of the United States	7
4. New Zealand Family Planning Association.	11
5. Rodale Institute	13
6. Les Sœurs de Notre-Dame de Namur	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Abdul Momen Khan Memorial Foundation (Statut consultatif spécial accordé en 2001)

I. Introduction

Organisation privée à but non lucratif et philanthropique ayant pour vocation de promouvoir la démocratie et le développement socioéconomique au Bangladesh et regroupant parlementaires, universitaires, professionnels, membres de la société civile, cadres, membres de milieux d'affaires, agriculteurs, femmes, enfants et autres groupes désavantagés issus de collectivités locales. L'Abdul Momen Khan Memorial Foundation a pour principal objectif d'atténuer la pauvreté, de créer des emplois productifs par le biais d'activités de plaidoyer et de formation et de promouvoir la cause de la démocratie en la mettant au service du développement et inversement.

II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux activités des Nations Unies et œuvre à la réalisation des objectifs du Conseil économique et social des organismes des Nations Unies et des organes subsidiaires, notamment en préparant diverses grandes conférences, en organisant des manifestations en marge d'autres réunions des Nations Unies et en menant des activités à l'appui des principes universels des Nations Unies. La Fondation Khan s'emploie à établir la démocratie et à assurer le respect des droits de l'homme, convaincue que la promotion de droits universels fondamentaux tels que la liberté d'expression, les libertés civiles, les droits de vote, les droits des femmes et des enfants dans un pays passe par l'instauration et le maintien de la démocratie.

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : Le Directeur exécutif de la Khan Foundation a participé à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme tenue au Siège de l'ONU à New York.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

Démocratie et développement : a) Renforcer les administrations locales en vue du développement des collectivités en formant des représentants des organismes publics, en organisant des séminaires, des stages de formation et des foires sur le thème de la démocratie dans diverses parties du Bangladesh; b) séminaire national sur les administrations locales tenu le 25 mai 2006 à l'auditorium de la démocratie de la Khan Foundation au Bangladesh (Democracy Auditorium of the Khan Foundation) et au cours duquel les participants ont examiné les modalités d'organisation d'élections transparentes, libres et régulières au Bangladesh. **Surveillance des élections générales de 2009 :** En sa qualité de partenaire du Groupe de travail électoral neutre, coalition nationale de 32 organisations de la société civile, parrainée et épaulée par la communauté internationale, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Khan Foundation a participé comme observatrice aux neuvièmes élections parlementaires du Bangladesh, qui se sont déroulées le 29 décembre 2008. Elle a supervisé les élections dans 16 circonscriptions électorales de 8 districts et déployé 8 823 observateurs dans ces centres pour garantir la régularité du scrutin en vue

d'instaurer un régime politique plus transparent et plus responsable au Bangladesh.

Bonne gouvernance et sensibilisation à la lutte contre la corruption : En 2007 et 2008, la Khan Foundation a collaboré avec un projet de l'Agency for International Development des États-Unis, PROGATI, pour tenter, dans un souci de bonne gouvernance, de responsabilité et de transparence, de réduire la corruption et ainsi d'assurer une saine gestion des affaires publiques. La Khan Foundation a mis au point un module de surveillance citoyenne des services publics et organisé un stage de cinq jours sur ce module à l'intention de divers groupes locaux du pays. Elle a mené une campagne de lutte contre la corruption et une campagne de surveillance citoyenne dans divers districts du Bangladesh.

Population et développement : La Khan Foundation a continué à participer à la Conférence internationale sur la population et le développement en assistant aux réunions du Comité préparatoire. Elle a organisé une série de débats et de tables rondes sur divers thèmes dont celui de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au Bangladesh conformément aux principes du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Lutte contre la traite des femmes et des enfants : a) conférence sur la traite dans les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale intitulée « Trafficking on the SAARC Agenda: The Way Forward », tenue le 17 novembre 2005 à Dhaka en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); b) diverses activités visant à secourir et à réintégrer les femmes et les enfants sans défense dans le cadre du programme de lutte contre la traite des femmes et des enfants. La Khan Foundation s'est attachée à mettre en évidence ce problème dans ses divers programmes fondés sur une approche intégrée. Elle a par ailleurs mis en œuvre deux programmes simultanés de formation d'élus locaux dans de multiples domaines; c) projet intitulé « Participation effective des femmes élues aux structures des administrations locales : une approche participative ». La Khan Foundation a formé 41 146 femmes élues, membres des instances gouvernementales locales des différents districts à la lutte contre la traite des femmes et des enfants; sixième session du Congrès des femmes juristes (Women's Lawyer's Congress) tenue les 22 et 23 mars 2005 au Bangladesh et financée par l'Agence canadienne de développement international; d) projet sur le renforcement des capacités d'Union Parishad; la Khan Foundation a fait porter l'essentiel de ses efforts sur les femmes et les conséquences et dangers de la traite.

Souci d'équité entre les sexes : En vertu d'un accord qu'elle a conclu avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Khan Foundation a aidé à la réalisation d'un programme en faveur de l'égalité des sexes destiné à rendre autonomes des communautés de pêcheurs des côtes de Cox's Bazar. Elle procède actuellement aussi à l'établissement d'un guide pratique sur la mise en place d'un plus grand nombre de réseaux (Forum) de femmes. Pour susciter une prise de conscience, sensibiliser les groupes précités et aider à créer un environnement attentif aux problèmes des femmes dans les tribunaux, la Khan Foundation a organisé des séminaires sur l'équité entre les sexes dans le système judiciaire à son Auditorium de la démocratie (Democracy Auditorium) et bénéficié d'un soutien dynamique de la part de la Cour suprême du Bangladesh dans l'organisation de ce programme.

Programme d'atténuation de la pauvreté : Le programme de crédit rural a aidé les femmes défavorisées vivant en milieu rural à assurer leur autonomie économique en leur accordant des prêts sans exiger de garanties de manière à ce que les emprunteuses puissent investir leur argent dans diverses activités créatrices de revenu dans le cadre de projets de formation à la

création de petites et moyennes entreprises pour améliorer leur pouvoir économique, garantir leur solvabilité et en définitive, susciter une prise de conscience sociale. Le taux de remboursement enregistré par la Khan Foundation a dépassé les 95 %, ce qui en fait l'un des taux les plus élevés du pays. La Khan Foundation a délibérément fait participer des adolescentes à ce programme de création de revenus.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement : La Khan Foundation s'est attachée à promouvoir la santé et la sécurité en réduisant le taux de mortalité infantile (objectif 4), en s'attaquant aux problèmes liés à la santé maternelle (objectif 5) et en enravant la propagation du VIH/sida (objectif 6). Elle s'intéresse essentiellement aux femmes et aux enfants dont la plupart ne savent ni comment l'enraver ni comment avoir accès aux soins de santé et aux médicaments nécessaires. Au cours de la période considérée, la Khan Foundation a poursuivi ses activités de sensibilisation aux dangers du VIH/sida et des maladies sexuellement transmissibles en apportant une aide médicale gratuite à 1 792 personnes issues de groupes défavorisés comme les enfants des rues, les enfants des taudis, les enfants domestiques, les enfants prostitués et les travailleurs de l'industrie de la confection. Le projet a été largement financé par l'ambassade d'Allemagne. Depuis juillet 2005, la Khan Foundation a également pris en charge les pathologies de 106 participants.

Activités à l'appui de principes universels : a) Chaque année, de 2005 à 2008, la Khan Foundation a célébré la Journée universelle de l'enfant (20 novembre) et la Journée mondiale de l'enfance (2 octobre) dans le cadre de la promotion des objectifs visant notamment à assurer les droits des enfants ainsi qu'à éliminer le travail et la traite de ceux-ci. Elle a, en 2006 et 2007, réuni des parlementaires, des responsables politiques, des professionnels, des universitaires, des militants sociaux, des fonctionnaires, des groupes d'affaires et des organisations commerciales pour examiner les questions du travail des enfants et de leur traite et trouver les moyens de défendre ces causes au Bangladesh; b) de 2005 à 2008, la Khan Foundation a organisé des activités à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme (8 mars) dans le but d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Y participaient notamment des militantes, des ambassadeurs accrédités au Bangladesh (en particulier des ambassadrices), le représentant du PNUD, des groupes locaux et des enfants des rues. Une foire a été organisée avec beaucoup de ferveur le 8 mars 2008 dans les locaux de la Fondation et une courte représentation théâtrale sur les droits des femmes a été donnée par la troupe nationale « Nagorik Natyangan »; la Commission nationale bangladaise de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a organisé à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 2007, un séminaire auquel a participé la Khan Foundation et présenté un document sur les droits de l'homme et l'éducation à ceux-ci. **Recherche et publications :** La Khan Foundation a activement participé à de nombreux séminaires et conférences nationaux et internationaux consacrés aux objectifs des Nations Unies et présenté des exposés à cet égard.

2. Advocates for Youth (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Initialement fondée sous le titre de Center for Population Options en 1980, Advocates for Youth met en œuvre à l'échelle nationale et internationale des

programmes et politiques de nature à aider les jeunes à décider de manière responsable de leur santé sexuelle et procréative. L'organisation a été l'une des premières à intégrer les besoins des adolescents en la matière dans le contexte de la planification familiale internationale en instituant un programme novateur destiné à leur apprendre à planifier leur vie et qui envisage la sexualité sous l'angle de l'autonomie fonctionnelle et du développement de la jeunesse; et à amorcer une stratégie législative nationale et internationale en faveur de la mise en œuvre de programmes concrets à l'intention des jeunes. L'organisation fournit des informations et une assistance stratégique à des associations de jeunes, à des responsables politiques, à des militants de mouvements de jeunesse et aux médias aux États-Unis et dans les pays en développement, et assure leur formation.

Droits. Respect. Responsabilité.® continue de servir de vision à l'organisation : tous les jeunes ont des droits inaliénables à faire valoir en matière d'informations fiables et complètes sur leur santé sexuelle, de prestation de services en toute confidentialité et de détermination de leur avenir; les jeunes méritent le respect et doivent participer effectivement aux politiques et programmes qui touchent à leur santé et à leur bien-être; et la société se doit de les doter des moyens nécessaires pour préserver leur santé sexuelle tout comme la responsabilité leur incombe de se protéger contre toute paternité précoce et contre les infections sexuellement transmissibles.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Avec le concours du FNUAP, Advocates for Youth a, en collaboration avec la Global Youth Coalition on AIDS, organisé un sommet de deux jours à l'intention de 60 jeunes venus de 30 pays à l'occasion de la réunion de haut niveau sur le VIH/sida. L'objet du sommet était d'offrir la possibilité aux responsables de la jeunesse d'informer, d'éduquer et d'influencer les gouvernements dans les domaines du financement, des programmes et des politiques en faveur des jeunes et contre le VIH/sida. Advocates for Youth a soutenu la participation de 12 jeunes venus du Botswana, de la Jamaïque, du Nigéria, du Pérou et des États-Unis au sommet. Les thèmes abordés à cette occasion ont notamment porté sur un aperçu général des activités du système des Nations Unies; les mesures prises pour faire face à la pandémie du sida dans le monde; les interventions visant à réaliser les objectifs mondiaux en matière de lutte contre le VIH/sida chez les jeunes des pays à revenu faible et moyen; les programmes de prévention du VIH chez les adolescents; les programmes de sensibilisation auprès des missions des Nations Unies; et les messages à véhiculer par les médias. La dernière partie du sommet a été consacrée à l'élaboration d'un message de la jeunesse que les jeunes ont partagé avec leur délégation au cours de la réunion. Au-delà du sommet de la jeunesse, les participants ont assisté à des réunions-débats, des tables rondes, des rencontres de membres de la société civile et à des réunions avec des délégations de pays lors de la réunion de haut niveau. Advocates for Youth a également contribué à organiser des rencontres de jeunes en marge de la réunion de haut niveau et à chacune desquelles environ 35 jeunes ont participé. L'organisation a désigné l'un de ses militants originaire de la Jamaïque comme porte-parole lors de la réunion-débat sur la féminisation du VIH/sida tenue à l'occasion de la réunion de haut niveau et pour souligner la nécessité de fournir aux jeunes femmes et aux jeunes hommes des

informations sur la prévention du VIH et des services de santé procréative plus complets pour éviter qu'ils ne contractent le virus.

Lors de la réunion de haut niveau, l'organisation a attiré l'attention des médias sur les besoins et les rôles des jeunes en matière de prévention du VIH à travers le monde. L'un de ses militants ressortissant des États-Unis a tenu un blog tout au long de la réunion sur un site Web consacré aux politiques et questions de santé procréatives et sexuelles (www.rhrealithycheck.org).

Avant l'ouverture de la réunion, les militants d'Advocates for Youth et de la Global Youth Coalition on AIDS ont rencontré des membres de 16 missions de pays et du bureau du Président de l'Assemblée générale pour échanger des informations sur les nouveaux cas d'infection par le VIH recensés chez les jeunes et ont suggéré un libellé pour les déclarations de pays ou la déclaration même. C'est ainsi que la déclaration souligne dans son libellé la nécessité de mener de vastes programmes de prévention et de sensibilisation des jeunes aux dangers du VIH et d'avoir accès à des préservatifs.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : L'organisation y a contribué dans de nombreux pays surtout d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et des Caraïbes. Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle (cible : rendre l'accès à la médecine procréative universel); et objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies (cible : d'ici à 2015, avoir arrêté et commencé à inverser la progression du VIH/sida).

Depuis février 2008 – Advocates for Youth collabore dans le cadre de son projet « Advocates International Youth Speak Out Project » avec des militants de mouvements de jeunesse d'Éthiopie, de Jamaïque et du Nigéria et d'autres pays à travers le monde, pour les aider à plaider dans leur pays en faveur de l'amélioration des politiques de santé procréative et sexuelle chez les jeunes, notamment en leur assurant l'accès à des modes de contraception et à la prévention, au dépistage et au traitement du VIH. Advocates for Youth a pu chaque mois communiquer à 1 200 militants de mouvements de jeunesse de 60 pays, des informations sur les problèmes et politiques de santé sexuelle et procréative et permis à 30 jeunes responsables de plaider pour la santé sexuelle et procréative.

En janvier-août 2008 – Advocates for Youth, en partenariat avec la Société internationale du sida, le FNUAP, la Global Youth Coalition on AIDS, Taking ITGlobal et Ave de México, a mis en œuvre les aspects clefs du programme de México Youth Force présenté lors de la Conférence internationale sur le sida. En tant que principal partenaire de Youth Force, Advocates for Youth a pu assurer la participation des jeunes aux séances plénières et aux séances des comités d'organisation; former 250 jeunes aux questions, politiques et campagnes mondiales de lutte contre le VIH/sida; mener des campagnes de sensibilisation en diffusant des messages conçus par les jeunes avant la tenue de la Conférence; aider à organiser une réception de jeunes et à installer un pavillon de la jeunesse; et apporter une contribution sous forme d'exposés pendant la conférence même.

Février 2005-février 2008 – L'organisation a été associée au projet de la Jamaïque intitulé « Jamaica's Solution to Youth Empowerment and Lifestyle (JA-STYLE) Project » lancé en coopération avec 19 organisations communautaires et religieuses de neuf paroisses pour accroître l'autonomie fonctionnelle et la communication entre parents et enfants en mettant notamment l'accent sur la santé

sexuelle et procréative, y compris la grossesse chez les adolescentes et la prévention du VIH. Au total, 23 500 adolescents issus d'une centaine de communautés ont ainsi pu en bénéficier.

Depuis janvier 2005 – Advocates for Youth a pu toucher 11 056 721 jeunes, parents et professionnels au service des jeunes en leur fournissant des informations sur les politiques et la santé sexuelle et procréative à travers ses divers sites Web et grâce à ses multiples interventions et activités en ligne. Son site Web pourvoit aux besoins de militants de mouvements de jeunesse dans le monde et a accueilli un blogathon à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida et un blogathon d'une semaine sur la sexualité à moindre risque, en 2008, à l'initiative de la Jamaïque.

Depuis janvier 2005 – Advocates for Youth a poursuivi son projet International Youth Leadership qui aide un groupe de huit jeunes responsables de la région de Washington, à mobiliser ses pairs, à sensibiliser les médias et à faire pression sur le Gouvernement des États-Unis et les organismes internationaux pour qu'ils conçoivent la planification familiale et la prévention du VIH à l'échelle internationale dans une optique scientifique. Leur travail de sensibilisation a été pour beaucoup dans le succès retentissant qu'ils ont enregistré en 2008. Les membres du conseil se sont joints à des coalitions pour programmer des manifestations à Washington, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, ont mobilisé des jeunes pour des rassemblements et sensibiliser les médias en prévision de la Journée internationale de la femme.

Janvier-Décembre 2005 – Le projet YouthLife Initiative a permis de renforcer les capacités de gestion, d'exécution et de promotion de programmes de prévention du sida axés sur les jeunes de trois organisations à but non lucratif dirigées par des jeunes ainsi que leurs efforts de sensibilisation à cet égard au Botswana, au Nigéria et en Afrique du Sud.

Janvier-Décembre 2005 – Un projet de cybercafé d'Advocates for Youth qui aidait des organisations à but non lucratif de défense des droits des homosexuels en Amérique centrale à initier des jeunes au maniement de l'ordinateur et à la navigation sur Internet ainsi qu'à les sensibiliser à l'importance de la prévention du VIH et des pratiques sexuelles à moindre risque, a bouclé sa sixième année. Le projet a également financé des cybercafés de jeunes, en Afrique du Sud, au Botswana et au Nigéria.

3. League of Women Voters of the United States (Statut consultatif spécial accordé en 1997)

I. Introduction

Organisation politique neutre, la League of Women Voters encourage les citoyens à participer activement à la vie de la cité, œuvre à mieux les sensibiliser aux grandes questions d'intérêt général et cherche à influencer les choix de l'État par la formation et les activités de plaidoyer. Son objectif est de doter les citoyens des moyens de mieux modeler les communautés à l'échelle mondiale. L'organisation s'emploie depuis 1920 à améliorer notre système de gouvernement et nos politiques publiques par une éducation citoyenne et des activités de plaidoyer. Il s'agit d'une organisation communautaire œuvrant au niveau national, étatique et local aux États-

Unis et qui est strictement neutre; elle ne soutient aucun candidat à un poste gouvernemental à quelque niveau que ce soit, ni ne s'y oppose. Par ailleurs, elle est entièrement politique et cherche à peser sur les politiques par le biais d'activités de plaidoyer. C'est le réseau citoyen communautaire par excellence, dont l'orientation est dictée par le consensus de ses membres à l'échelle nationale. Les 900 ligues étatiques et locales constituent un vaste groupe de pression communautaire capable d'être mobilisé en cas de besoin. L'organisation reste fidèle à son principal objectif qui est de mettre la démocratie au service de tous les citoyens.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : Au cours de la période considérée, la League of Women Voters a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme et présenté à cette occasion des déclarations écrites. En février et mars 2005, elle a aidé à organiser des réunions de travail sur les filles et à leur intention et tenu parallèlement un séminaire sur la participation politique. Elle a également organisé une manifestation parallèle au United Nations Church Center à New York sur le thème intitulé *Skills to empower women in the political process*. Elle a en outre organisé une séance de formation à l'intention de 200 filles sur le processus préparatoire de la Commission de la condition de la femme le 24 février 2007 au United Nations Church Center à New York et contribué à l'organisation d'une manifestation (Girls Speak Out) le 2 mars 2007 au Siège de l'Organisation des Nations Unie en marge de la session. Cette manifestation a été immédiatement suivie d'une conférence de presse préparée par la League of Woman Voters et une autre organisation qui s'est tenue dans la salle de presse de l'ONU. À toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme, la League of Women Voters a continué d'informer les membres de la Commission et d'autres représentants de gouvernement, des besoins des filles, des femmes et des femmes plus âgées.

En coopération avec des membres de coalitions d'organisations non gouvernementales, des propositions sur ces questions ont été élaborées et soumises à des représentants de gouvernement, qui en ont adopté une partie qu'ils ont utilisée pour la rédaction des documents finals lors de réunions de la Commission de la condition de la femme : c'est ainsi qu'en 2008, l'accent a été notamment mis sur la violence à l'égard des filles; en 2007, la League of Women Voters a participé à deux tables rondes, l'une sur la discrimination à l'égard des filles et l'autre sur la violence à leur égard. Elle a cosigné avec d'autres organisations non gouvernementales un document portant cote EGM/FFGE/2007/OP.3 prévu pour la réunion du Groupe d'experts sur le financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes tenue à Oslo du 4 au 7 septembre 2007 et le document E/CN.5/006/NGO/1 prévu pour la session de la Commission du développement social en 2006.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège : Une des priorités majeures de la League of Women Voters à l'ONU en sa qualité de membre du Comité directeur du Comité des organisations non gouvernementales auprès du Groupe de travail de l'UNICEF sur les filles, qui s'emploie à attirer l'attention des gouvernements sur le sort des filles. Le Groupe a coopéré étroitement avec l'UNICEF, créé le Réseau international pour les filles, un réseau mondial de sensibilisation œuvrant en faveur des filles, et utilisé les informations obtenues de ce réseau pour établir des rapports sur la situation des

filles à travers le monde, qui ont été soumis aux représentants aux réunions de l'ONU. La League of Women Voters a contribué à la publication de bulletins d'information qui ont été envoyés aux membres du Réseau international pour les filles pour les tenir informés des questions examinées et des réunions organisées par l'ONU sur les filles. Elle a présidé le Comité des sites Web du Groupe de travail ainsi qu'un groupe de travail chargé de protéger les filles contre la violence, en réponse aux efforts déployés par le Secrétaire général pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Elle a présenté un programme sur la violence à l'égard des filles le 29 novembre 2007 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, avec la participation d'intervenants du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et de l'UNICEF. En 2008, la League of Women Voters a coopéré avec la Division de la condition de la femme sur le choix des subventions accordées par la Fondation Herbert. Elle a également siégé au Comité exécutif des organisations non gouvernementales associées à l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de son travail au sein de ce comité, elle a notamment siégé au Comité des ateliers sur les communications et présidé un atelier sur les communications en février 2006 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York; elle a également présidé le Comité des candidatures et coprésidé le Comité des sites Web, organisé des stages de formation à l'intention des ONG et rédigé des articles pour le bulletin d'information.

Au cours de la période considérée, elle a également suivi des auditions et des réunions au Siège de l'ONU à New York, organisées à l'intention des ONG par le Président de l'Assemblée générale.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : Des observatrices de la League of Women Voters ont contribué aux travaux de la Conférence des organisations non gouvernementales en tant que membres actives du Comité des ONG sur la condition de la femme. En 2008, à cause de son vif intérêt pour les changements climatiques dans le monde, elle a intégré le Groupe de travail sur les femmes et les changements climatiques du Comité des ONG sur la condition de la femme en contribuant aux Objectifs 3 et 7. Elle a également collaboré avec l'UNICEF à la promotion des Objectifs 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Elle a de surcroît participé aux réunions consacrées à l'examen quinquennal de la Déclaration et du Plan d'action figurant dans le document intitulé « Un monde digne des enfants », à New York du 11 au 13 décembre 2007 et qui assuraient la promotion des Objectifs 1, 2, 3, 4 et 5.

Activités à l'appui de principes universels : Les représentantes de la League of Women Voters ont mené les activités ci-après : a) assisté aux réunions d'information du Comité des ONG sur UNIFEM; b) siégé au conseil d'administration du Conseil des organisations de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies et aidé à préparer leur réunion d'information mensuelle pour la région de New York; c) siégé au Conseil national de l'Association dont la mission était de promouvoir les Nations Unies aux États-Unis; d) fait connaître les enjeux par des interventions publiques et des activités de plaidoyer auprès de ses membres à travers le pays; e) les membres locaux de la League of Women Voters ont renseigné leurs communautés sur l'ONU et son œuvre pour lui assurer le soutien financier nécessaire. Afin de les aider, le bureau national a publié des articles pour le compte du *National Voter* qu'il a distribués aux membres. D'autres articles sur l'ONU ont été envoyés aux présidentes de tous les bureaux locaux. De nombreuses

organisations locales membres les ont repris dans les colonnes de leurs bulletins d'information.

Promouvoir la démocratie aux États-Unis : Les programmes de la League of Women Voters visent essentiellement à promouvoir un système de gouvernement ouvert, représentatif, responsable, attentif aux préoccupations des citoyens, défenseur des libertés individuelles consacrées par la Constitution et garant de la participation des citoyens à la prise des décisions. Son action repose sur la conviction que l'État doit, à tous les niveaux, rendre des comptes, être à la portée des citoyens et défendre leurs droits. Les organisations locales de la League of Women Voters suivent les réunions organisées par leurs pouvoirs publics locaux et discutent des questions d'intérêt général. La League of Women Voters s'est activement engagée en faveur de la participation électorale, de la promotion des communautés inclusives pour combattre le racisme et informer le public sur l'action des pouvoirs publics. Au plan national, bien des positions ont été arrêtées par consensus de simples citoyens ou avec l'approbation des antennes locales de la League of Women Voters. Ces positions portent sur des questions aussi diverses que le système représentatif, les droits civiques, les relations internationales, les ressources naturelles, la protection de l'environnement, la lutte contre la pollution, les changements climatiques et la politique sociale, notamment en ce qui concerne l'égalité des chances, la politique budgétaire, la santé, la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme, l'aide à l'enfance, l'intervention précoce en faveur de l'enfance en danger, la prévention de la violence, le contrôle des armes et la politique urbaine. Les organisations de la League of Women Voters peuvent travailler localement sur ces questions dont la plupart intéressent le Conseil économique et social. Outre les positions nationales indiquées, les organisations de la League of Women Voters agissant au niveau des États et des localités ont arrêté des positions par voie consensuelle et peuvent travailler localement sur ces questions.

Au plan international : La League of Women Voters a été associée à de nombreuses initiatives visant à former, au niveau des collectivités, les femmes cadres à la vie politique, à fournir de l'assistance technique et des manuels d'instructions aux candidates, à observer et à suivre des élections. Elle a notamment contribué aux programmes suivants : un programme en Arménie à l'intention de professionnels des ONG en 2008; elle a organisé en 2006 un stage sur l'organisation de débats à l'intention de candidats politiques à Abuja en prévision des élections présidentielles, aux postes de gouverneur et des élections législatives en avril 2007 au Nigéria; elle a mis en place un programme d'échange avec des ressortissants kenyans entre 2005 et 2007; elle a organisé des programmes d'accueil civiques à l'intention des dirigeants du Tadjikistan en octobre 2008 et en Azerbaïdjan en novembre 2008 et à l'intention de dirigeants de la Fédération de Russie en octobre-novembre 2008; elle a contribué à l'organisation d'un séminaire intitulé *Empowering citizens to influence public policy in Jamaica* (Donner aux citoyens les moyens d'influer sur les politiques publiques en Jamaïque) en 2005; la League of Women Voters a organisé un séminaire sur les compétences politiques à l'intention de candidats en Zambie en 2006.

Plaider la cause de l'ONU et son financement au Congrès des États-Unis : La League of Women Voters a activement soutenu la création de l'ONU en 1945 et été invitée par les États-Unis à participer à la conférence de la Charte des Nations Unies à San Francisco (Californie) en 1945, comme l'une des 42 ONG ayant le

statut consultatif. La League of Women Voters estime que les États-Unis doivent s'acquitter rapidement et entièrement de leurs obligations vis-à-vis de l'ONU. En tant que membre d'une coalition diverse et neutre soutenant l'ONU, la League of Women Voters a mené une campagne auprès des principaux membres du Congrès pour amener les États-Unis à régler leurs arriérés et mobiliser des membres dans les États clefs autour de la question. Elle a également mené une campagne auprès du Congrès des États-Unis en faveur de la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et elle a travaillé au sein de coalitions à cette fin. Elle a été l'un des plus farouches défenseurs de l'Organisation des Nations Unies de la date de sa fondation à ce jour.

4. New Zealand Family Planning Association (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

La New Zealand Family Planning Association (Family Planning) est une organisation non gouvernementale qui assure des services cliniques, éducatifs et en matière de choix des orientations afin que la santé et les droits sexuels et procréatifs de tous soient garantis. L'association est dotée d'une structure internationale – la Family Planning International – axée sur les activités de plaidoyer et la mise en œuvre de projets pour réaliser les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier ceux du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les objectifs du Millénaire pour le développement, en assurant la santé et les droits sexuels et procréatifs de tous. Le seul changement depuis la présentation de notre demande d'octroi de statut consultatif auprès du Conseil économique et social est que Family Planning Association intervient essentiellement, mais non exclusivement, dans la région du Pacifique alors qu'auparavant ses activités couvraient autant l'Asie du Sud-Est que le Pacifique.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : Commission de la condition de la femme : a) quarante-neuvième session : l'association a participé à des réunions régionales préparatoires à cette session et assisté à la session en tant que représentante d'organisation non gouvernementale. Le Directeur général de Family Planning y a assisté en tant que membre de la délégation du Gouvernement néo-zélandais; b) cinquantième session : l'association y a participé en tant que membre de la délégation du Gouvernement néo-zélandais; c) cinquante et unième session : deux membres de Family Planning International y ont participé en qualité de représentants de la société civile; d) cinquante-deuxième session : l'association y a assisté en tant que membre de la délégation du Gouvernement néo-zélandais. **Commission de la population et du développement :** quarantième session : deux membres de Family Planning International y ont assisté en qualité de représentants de la société civile. **Sommet mondial :** la séance plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale : le Directeur général de l'association y a assisté en tant que membre de la délégation du Gouvernement néo-zélandais. **Activités de planification familiale :** a) évaluation globale des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs définis dans la déclaration d'engagement sur le VIH/sida

adoptée à la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale et à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida. Le Directeur général de Family Planning y a assisté en tant que membre de la délégation du Gouvernement néo-zélandais; l'association a également fait partie de la délégation ministérielle néo-zélandaise qui a assisté à cette réunion; b) réunion de haut niveau sur le sida, 10-11 juin 2008. L'administrateur de Family Planning International y a assisté en tant que membre de la délégation du Gouvernement néo-zélandais. Une représentante de l'organisation Positive Women y a assisté au nom de Family Planning en tant que représentante de la société civile néo-zélandaise; Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey: Family Planning a envoyé un représentant à cette réunion comme membre de la délégation de la société civile néo-zélandaise.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

Family Planning a coopéré avec le FNUAP de diverses manières. Chaque année, l'association reçoit une modeste subvention lui permettant de sensibiliser le public néo-zélandais à l'importance des questions de population et de développement, notamment en assurant des services de secrétariat pour le groupe de parlementaires néo-zélandais sur la population et le développement

En collaboration avec le FNUAP, Family Planning a parrainé le lancement de leur rapport sur l'état de la population dans le monde. Jusqu'en 2005, elle a coopéré avec le FNUAP en tant qu'organisme d'exécution du projet pour la participation des hommes à la santé procréative à Fidji et aux Îles Salomon, qui s'est achevé à la fin de 2005. Elle entretient des contacts réguliers avec le Bureau du FNUAP pour le Pacifique et collabore sur diverses questions, le cas échéant. Elle coopère avec le Bureau multinational du PNUD à Fidji à la création d'un réseau pour le Pacifique afin d'assurer l'égalité des sexes et elle est très impliquée dans la Campagne mondiale de réformes des structures en faveur de l'égalité des sexes menée par l'ONU.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement : Family Planning International a pour vocation de promouvoir la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier ceux définis dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs convenus tels que ceux énoncés dans le Programme d'action adopté lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Elle s'acquitte de sa mission en menant à bien des activités de plaidoyer et des projets visant à promouvoir des droits et offrir des choix en matière de sexualité et de procréation et permettre aux individus d'entretenir des rapports sexuels fondés sur le respect afin de créer des familles saines et épanouies. Ses projets aident des organisations partenaires situées principalement dans la région du Pacifique à fournir des informations et des services de qualité à leurs communautés. Les activités de plaidoyer aident à créer des cadres porteurs, à élaborer des politiques publiques efficaces et à s'assurer que les questions de population et de développement, en particulier la santé sexuelle et procréative et les activités de développement international, bénéficient d'un financement adéquat.

Concrètement, la structure dispose d'un projet en Papouasie-Nouvelle-Guinée qui vise à enrayer la propagation du VIH et à en renverser la tendance, notamment en aidant les hommes à être de meilleurs partenaires sexuels et procréateurs. L'association dispose d'un projet de soins à domicile au Cambodge, qui aide les femmes et les enfants vivant avec le VIH. Elle informe et encourage les partenaires néo-zélandais à prendre des mesures visant à accorder une plus grande place à la population et au développement dans l'aide publique au développement de la Nouvelle-Zélande. Nous veillons à ce que les décideurs et les responsables des programmes portent, dans le cadre de leurs activités, un intérêt aux questions de population et de développement. Nous présentons au grand public néo-zélandais, aux médias, aux parlementaires, aux décideurs et responsables des programmes des informations permettant de leur montrer à quel point la santé sexuelle et procréative ainsi que les questions de population et de développement sont essentielles à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international et du développement international en général.

5. Rodale Institute (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Objectifs de l'organisation : Rodale Institute est une organisation à but non lucratif créée en vertu de l'article 501 c) 3) du Code des impôts des États-Unis pour apporter des solutions globales à partir de la base. Nos pédologues et un réseau de coopération constitué de chercheurs ont formellement établi que les techniques agricoles biologiques offraient la meilleure solution au réchauffement de la planète et à la famine. L'Institut a été fondé à Kutztown (Pennsylvanie) en 1947 par un pionnier de l'agriculture biologique J. I. Rodale. La formation pratique offerte à des milliers d'agriculteurs en Afrique, en Asie et aux Amériques repose sur l'étude comparative la plus longue jamais menée aux États-Unis sur les techniques agricoles biologiques et traditionnelles, grâce à des essais sur les systèmes agricoles (Forming Systems Trial®). Nos conclusions sont claires : une transformation biologique mondiale atténuera les émissions de gaz à effet de serre dans notre atmosphère et rendra au sol sa fertilité. Notre mission : améliorer la santé et assurer le mieux-être des populations et de la planète.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Rodale Institute a mené des activités précises visant à promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les objectifs tendant à préserver l'environnement et à mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Ces activités spécifiques sont répertoriées dans les sections ci-après.

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : a) 4 février-14 mars 2008 – M. Amadou Makhtar Diop, chef du Département international du Rodale Institute, et d'autres hauts responsables de l'Institut ont participé à un débat en ligne sur la réalisation du développement durable; b) des représentants de l'Institut ont participé aux cinquante-huitième et soixantième conférences du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales; c) mars 2005 – réunion préparatoire au débat de haut niveau

du Conseil économique et social chargée d'évaluer et d'examiner les objectifs du Millénaire pour le développement.

Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège : a) 1^{er} janvier-31 juillet 2008 – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Institut de recherche agricole biologique (Research Institute of Organic Agriculture) ont financé des activités communes, l'établissement de documents et de résumés analytiques de recherche conjoints et présenté des exposés à des conférences internationales, les sujets des résumés analytiques portaient notamment sur les gaz à effet de serre dans l'agriculture, l'agriculture biologique sans labourage, le compostage et la gestion de la fertilité des sols, la recherche sur les champignons mycorhiziens et la séquestration du carbone.

Activités relatives aux objectifs de développement convenus au niveau national, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement :
projets internationaux financés : a) projet 1 : Agency for International Development des États-Unis/AFRICARE, intitulé Timbuktu Food Security initiative (projet de sécurité alimentaire à Tombouctou). Le projet finance la formation expérimentale aux techniques liées à l'agriculture régénératrice et des sites pilotes à Tombouctou et Dire (Mali). Le programme Biketown Africa, en collaboration avec le Rodale Institute, a fourni des bicyclettes à des groupes tels que les agents sanitaires luttant contre le VIH/sida au Botswana, en Namibie, au Sénégal et en Afrique du Sud. Les agents sanitaires ont utilisé les bicyclettes pour distribuer des médicaments antirétroviraux, assurer aux personnes infectées par le VIH des soins à domicile et diffusé des informations sur la manière dont les individus pouvaient se protéger du virus et sur l'importance du dépistage; b) 1^{er} octobre 2004-mars 2007, Programme d'appui à la recherche mixte en matière d'agriculture viable et de gestion des ressources naturelles : l'Agency for International Development des États-Unis et le Virginia Polytechnic Institute ont financé l'évaluation de recherches et d'études de cas sur l'état de la science dans la qualité des sols dans les tropiques. M. Hepperly a préparé un chapitre sur les systèmes de production sur le terrain pour un ouvrage d'évaluation critique. **Conférences/exposés : 2008 :** a) 16-20 juin Conférence de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique et d'Organic World Congress Conference, « Cultivate the Future », Modène (Italie) – des représentants du Rodale Institute ont participé à la Conférence, une affiche consacrée à l'énergie a été présentée et des déclarations orales faites sur les techniques d'agriculture biologique sans labourage et sur l'agriculture biologique et les gaz à effet de serre; b) 1^{er} mai – Sommet présentant les solutions d'Al Gore, New York – le Rodale Institute a participé à une table ronde sur les solutions à la crise climatique; c) 17-18 avril – agriculture biologique et changement climatique, à Clermont-Ferrand, Lempdes (France) – M. Hepperly, qui était l'un des principaux orateurs, a fait un exposé sur la contribution de l'agriculture biologique et du changement climatique aux émissions de gaz à effet de serre; d) 13 et 14 mars – Colloque international sur la fertilité des sols organisé à Séoul (Corée du Sud) par la Fédération internationale des mouvements d'agriculture organique et l'International Society of Organic Agriculture Research sur le thème de l'agriculture biologique en Asie : fertilité des sols et production de cultures plus rentables (Organic Agriculture in Asia : Soil Fertility and Efficient Crop Production) – M. Hepperly a présenté un exposé sur les gaz à effet de serre et l'agriculture biologique, abordé les travaux de recherche du Rodale Institute, participé à des

programmes scientifiques. **2007** : a) 4-8 novembre : réunion annuelle internationale de l'American Society of Agronomy, de Crop Science Society of America et de Soil Science Society of America à la Nouvelle-Orléans sur le thème intitulé « A Century of Integrating Crops, Soil and Environment » – l'agronome David Wilson du Rodale Institute a parlé des techniques d'agriculture biologique, y compris de la gestion du couvert végétal et de l'assolement; b) quatrième Sommet mondial annuel sur les germes du changement (Fourth Annual Seeds of Change Global Summit) tenu en août à Santa Fe; c) été 2007 – le Rodale Institute a accueilli des étudiants de l'Université nationale de Gyeongsang (République de Corée), qu'il a initiés aux pratiques de l'agriculture biologique, y compris à la gestion des plantes adventices, à la production de cultures biologiques, au compostage et à la fixation de prix de produits biologiques. **2006** : a) 18-20 octobre, Colloque international sur l'agroécologie à Chapingo, Texcoco (Mexique) – M. Hepperly a parlé de la relation entre les sols et les cultures ainsi que de la nutrition animale; b) 9-15 juillet – dix-huitième Congrès mondial de pédologie (World Congress of Soil Science) à Philadelphie – le Rodale Institute a assisté à la Conférence et présenté une affiche. **Instauration de partenariat et de collaboration** : a) conférence d'ONG à Zurich – formulation de proposition et réunion de partenariat avec des ONG partenaires ; b) Women's Campaign International – partenaire dans le cadre d'éventuels projets d'enseignement de l'agriculture régénératrice au Libéria et au Malawi; c) le Rodale Institute a examiné la collaboration avec le Conseil du Centre d'agriculture biologique, ainsi que l'intention de l'Émirat d'Abou Dhabi de créer des instituts techniques pour mener des recherches et des centres de formation d'agriculteurs aux pratiques biologiques particulièrement adaptées aux besoins agroécologiques précis de la région; d) le Rodale Institute a accueilli à plusieurs reprises des membres de l'organisation Food for Peace de l'Agency for International Development des États-Unis à sa ferme de Kutztown en Pennsylvanie pour des exposés et des visites de terrain afin de leur apprendre les techniques d'agriculture biologique et les méthodes de recherche de l'Institut et d'examiner le processus de planification stratégique prévu dans le cadre des activités internationales; e) des représentants du Rodale Institute se sont rendus plusieurs fois au Sénégal (Afrique de l'Ouest) pour y rencontrer des agriculteurs, des marchands et des responsables du Gouvernement et des administrations locales ainsi que des décideurs pour discuter des problèmes auxquels se heurtent les agriculteurs de l'Afrique de l'Ouest, de possibilités de partenariat, prévoir des séances de formation aux techniques de l'agriculture régénératrice et biologique et pour se pencher sur le rôle que le Rodale Institute pourrait jouer au Sénégal ainsi que sur les possibilités de promouvoir les principes d'une agriculture biologique.

6. Les Sœurs de Notre-Dame de Namur (Statut consultatif spécial accordé en 2001)

I. Introduction

Objectifs de l'organisation : Les Sœurs de Notre-Dame de Namur est une congrégation de religieuses catholiques fondée en France en 1804 pour servir les pauvres, en particulier les femmes et les enfants. Depuis toujours, la plupart des membres de la congrégation travaillent dans l'enseignement scolaire (de la maternelle à l'université) bien que, de nos jours, elles participent aussi à des projets d'éducation extrascolaires, d'alphabétisation des adultes, de soins de santé

primaires, de développement rural, d'aide directe aux pauvres et de sensibilisation en faveur de la justice et de la paix. Le descriptif de mission de l'organisation comporte cette phrase des plus éclairantes : « Des femmes [...] travaillent avec d'autres à l'instauration de la paix et de la justice pour tous ». La plupart des membres travaillant actuellement en Afrique sont des femmes autochtones enseignant dans des écoles primaires et secondaires. Mais les sœurs sont de plus en plus impliquées dans la lutte contre le VIH/sida et dans l'administration de soins directs aux malades du sida. En Amérique latine, les membres de la congrégation sont surtout présentes dans les zones rurales et les bidonvilles situés à la périphérie des grandes villes. Elles cherchent en priorité à renforcer le pouvoir d'action des femmes et, pour ce faire, organisent des cours d'alphabétisation pour les femmes de sorte qu'elles puissent participer à la gestion des affaires publiques et réclamer l'installation d'équipements collectifs. Au Japon, les membres de la congrégation sont présentes dans tout le pays et travaillent dans l'enseignement scolaire, aussi bien dans les écoles maternelles que dans les universités. Aux États-Unis et en Europe (Belgique, France, Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), les membres de la congrégation se livrent à toutes les activités décrites plus haut mais font surtout beaucoup pour la défense des intérêts des pauvres. C'est surtout en Afrique (Afrique du Sud, Kenya, Nigéria, République démocratique du Congo et Zimbabwe) et en Amérique latine (Brésil, Nicaragua et Pérou) que la congrégation a fait le plus de nouveaux membres.

En juillet 2008, un corps représentatif des membres à l'échelle internationale s'est réuni et a dégagé les priorités ci-après : s'attaquer aux inégalités croissantes à travers le monde; œuvrer de concert avec les personnes vivant dans la pauvreté, en particulier les femmes et les enfants marginalisés et maltraités; lutter contre les atteintes à l'environnement et promouvoir le développement durable.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires : C'est dans le vaste domaine du développement social et de l'élimination de la pauvreté que la représentante de notre organisation non gouvernementale a axé l'essentiel de son intervention. Elle a activement participé à toutes les réunions de la Commission du développement social et assuré deux mandats en qualité de Présidente de la Conférence des organisations non gouvernementales pour le développement social. Elle a contribué à l'établissement des documents se rapportant aux thèmes ci-après : participation de ceux qui sont concernés par les politiques; nécessité d'examiner les causes de l'exclusion sociale; coopération internationale et partenariat; éducation, clef du développement; féminisation de la pauvreté; politiques d'emploi en faveur des jeunes et des femmes; éducation des filles; importance de l'égalité des sexes; lien entre la pauvreté et le VIH/sida; traite des femmes et des enfants; politiques de migration et d'emploi; travail des enfants; programmes de réhabilitation et d'éducation en prison; politique en matière de droits de l'homme et d'emploi; gouvernement et partenariat des ONG. Les membres de l'organisation ont également participé à de nombreuses sessions de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement durable et de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Le financement du développement est un autre domaine auquel notre organisation porte un vif intérêt, et la représentante de notre organisation non

gouvernementale a régulièrement suivi et participé à de nombreux dialogues de haut niveau organisés dans ce domaine.

**Coopération avec des organes ou des institutions spécialisées
des Nations Unies sur le terrain ou au Siège**

L'organisation a envoyé des participantes à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, y compris des membres venant d'Afrique et d'Europe, et sa représentante suit régulièrement les réunions d'information hebdomadaires du Département. L'une des membres du bureau des organisations non gouvernementales contribue activement aux activités du Groupe de travail sur les filles du Comité de l'UNICEF.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement : Les membres de l'organisation se sont consacrés pendant une période de deux ans à la rédaction d'un cours en ligne sur les objectifs du Millénaire pour le développement, dont la plupart des membres de l'organisation non gouvernementale se sont largement servis pour s'autoformer et auquel des élèves des établissements d'enseignement secondaire et des étudiants du cycle universitaire peuvent accéder par le biais du site Web de notre organisation. Ce cours est également de plus en plus accessible au grand public.

Activités à l'appui de principes universels : Le prix des droits de l'homme décerné par l'ONU a été remis à une membre de l'organisation, Dorothy Stang, en 2008 pour ses activités de défense des droits des agriculteurs sans terre de l'Amazonie brésilienne et qui lui ont coûté la vie. La représentante de notre ONG suit régulièrement les activités des comités des organisations non gouvernementales sur le développement social et de son sous-comité sur l'élimination de la pauvreté ainsi que des groupes de travail des organisations non gouvernementales sur le financement du développement et la République démocratique du Congo. Dix fois par an, la représentante diffuse la publication *SND at UN News Briefs* qui tient les membres informés des activités et des enjeux à l'ONU. Pour aider les membres à mieux comprendre l'action de l'ONU, l'organisation non gouvernementale a pris en charge les frais de 125 de ses membres originaires des cinq continents pour un séjour d'une durée de trois jours à deux semaines. Une membre de la République démocratique du Congo, qui a travaillé dans le bureau des ONG pendant près d'une année, sera chargée de mieux impliquer les membres de l'organisation en Afrique.